

LE 24 JUIN : DECONFINONS NOTRE COLERE !



Les organisations syndicales FNEC FP-FO, FSU, Sud Education et CGT Educ'Action ont pris connaissance des déclarations du président puis du ministre concernant les dispositions envisagées à partir du 22 juin.

Les personnels sont sommés d'appliquer un nouveau protocole dont ils ont été informés tardivement et qui oblige à une énième réorganisation des emplois du temps, des salles. Les nouvelles règles seront un nouveau casse-tête pour les collègues et annoncent une nouvelle pagaille générale.

Les personnels ont subi parfois trois réorganisations brutales du travail depuis le déconfinement (11-18 mai, 2 juin, 22 juin) sous des pressions hiérarchiques inacceptables et sans disposer de temps suffisant pour organiser des modifications dans l'accueil des élèves ou leur suivi à distance.

Mais le ministre ne se contente pas de provoquer le désordre dans les écoles et les établissements à grand coups de mesures contradictoires, il met aussi à profit la crise sanitaire pour avancer dans ses objectifs de remise en cause de l'école publique et des statuts des personnels.

Ainsi, il met en place les 2S2C pour que les collectivités territoriales prennent en charge les élèves sur le temps scolaire.

Il entend aussi faire passer une proposition de loi dont l'article 1 vise à créer un emploi fonctionnel de directeur-directrice d'école que notre mobilisation avait précédemment mis en échec. Un emploi fonctionnel accentuerait de fait le «new public management» dans le 1er degré, mettant à mal notre fonctionnement qui place au cœur l'équipe enseignante comme collectif de travail.

Il poursuit sa politique de suppressions de postes dans l'Education nationale.

Il ne répond pas aux revendications des AESH.

Pire, il organise une répression inacceptable envers les personnels qui entendent résister à ses réformes, et notamment les syndicalistes. Cette répression touche en particulier ceux qui se sont opposés à la réforme des lycées alors que les pertes d'heures qui ont conduit à des suppressions de postes en février menacent désormais les options, en particulier les langues vivantes. Après avoir subi les injonctions contradictoires, avoir assurés souvent seuls la continuité du service public, été dénigrés, des collègues apprennent maintenant qu'ils devront assurer une partie de leur service dans un autre établissement et travailler dans des conditions dégradées (hausse des effectifs, regroupement de niveaux...). Inadmissible.

Et, alors qu'il poursuit ces mesures inacceptables, les enseignant-e-s sont traîné-e-s dans la boue à longueur de journée dans les médias ! **Trop c'est trop ! Nous ne confinerons pas notre colère et nos revendications !**

Les organisations syndicales FNEC FP-FO, FSU, Sud Education et CGT Educ'Action appellent les personnels à se rassembler le mercredi 24 juin (devant les DSDEN, les rectorats...) et organiser dans un cadre intersyndical les délégations pour exiger :

- L'abandon des 2S2C
- L'abandon de la proposition de loi sur la direction d'école et l'ouverture au ministère de négociations sur la direction
- L'arrêt des suppressions de postes et la création des postes nécessaires dans l'Éducation nationale
- La création d'un vrai statut avec un vrai salaire pour les AESH
- L'abrogation de la réforme du baccalauréat et du lycée, des E3C et de Parcoursup
- L'abandon du projet de loi LPPR à l'université
- L'augmentation des salaires et l'augmentation du point d'indice.
- L'arrêt total des mesures et procédures engagées contre tous les personnels ayant participé à des actions syndicales contre les réformes et le Bac Blanc

**RASSEMBLEMENT DEVANT LE RECTORAT
(6 RUE DE LA TOUSSAINT)
24 JUIN A 15H**